**PROCÈS-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DU MARD 1^{er} JUILLET 2025 à 18h15 – A LA SALLE POLYVALENTE**

Nombre de conseillers :

En exercice : 19 Présents : 13 Votant : 16

L'an deux-mil-vingt-cinq, le 1^{er} juillet à 18h15, le conseil municipal, légalement convoqué s'est réuni à la salle polyvalente, en session ordinaire, sous la Présidence de Monsieur Jean-Paul COUILLER, Maire.

Présents :

Madame Claude BOULIER, Monsieur Michel BRUNG, Monsieur Daniel CALTOT, Monsieur Philippe CAUCHOIS, Monsieur Jean-Paul COUILLER, Monsieur Vincent GAUDICHON, Monsieur Rémy JAMES, Madame Annick KOEHLER, Madame Marie-Claire OSMONT, Monsieur Daniel PELFRÈNE, Monsieur Frédéric POTHÉRAT, Madame Géraldine SAHUT et Madame Christine TALBOT.

Absents excusés :

Madame Mélanie DECURE, Madame Nathalie DELESTRE, Madame Annie LECOQ a donné pouvoir à Monsieur Daniel PELFRÈNE, Madame Amélie NÉE a donné pouvoir à Monsieur Jean-Paul COUILLER, Monsieur Olivier ORIENT a donné pouvoir à Madame Géraldine SAHUT, Monsieur Daniel RAIMBAULT

Secrétaire de séance :

Monsieur Vincent GAUDICHON a été nommé secrétaire de séance.

❖ Approbation du conseil municipal du 26 mai 2025

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur l'approbation du conseil municipal du 26 mai 2025, dont un exemplaire a été préalablement transmis à chaque conseiller municipal.

❖ Invitation à prendre acte d'un document

En même temps que la présente note de synthèse, le secrétariat de la mairie a adressé par mail à tous les conseillers municipaux les documents suivants :

- **Procès-verbal du conseil communautaire de la CCICV du 31 mars 2025**
- **Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif 2024 du SIAEPA de la région de Montville**
- **Rapport d'activités 2024 de la CCICV**
- **Rapport sur le prix et la qualité du service 2024 de la CCICV**

2025/27 – RÉHABILITATION DU MANOIR EN MAIRIE – ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles R 2123-1 et suivants ;

Vu la délibération n°2025/010 du 10 février 2025 adoptant l'opération « Réhabilitation du manoir en mairie » ;

Vu l'avis d'appel à la concurrence publié le 04 avril 2025 ;

Vu l'analyse des offres rédigée par le maître d'œuvre,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **Décide de l'attribution des lots aux entreprises,**

LOT	Intitulé	Entreprise	Montant de l'offre
01	Gros œuvre - restauration des façades	NORMANDIE RENOVATION	333 126.26 €
02	Charpente bois - restauration des colombages	MDB	94 624.45 €
03	Couverture - zinguerie	LA MAISON DUPUIS - REMY DUPUIS	15 833.33 €
04	Menuiseries bois vitrées - fermetures	FARS	87 461.67 €
05	Métallerie - charpente métallique	BLONDEL METAL	69 932.65 €
06	Menuiseries intérieures	LANOS MENUISERIE	73 930.50 €
07	Cloisons - doublages - plafonds	POLYTRAVAUX	74 774.16 €
08	Revêtements de sols - faïences	GAMM	26 891,81 €
09	Peinture	SRP	15 407.57 €
10	Plomberie - chauffage - ventilation	DEVILLOISE DE CHAUFFAGE	140 117.02 €
11	Electricité	AVENEL-ERI	78 982.03 €
12	VRD - aménagements extérieurs	SEINE TP SAS	123 828.99 €
TOTAL HT			1 134 910,44 €

Autorise Monsieur le Maire à signer les marchés publics, et prendre toute mesure d'exécution relative à ce marché, dans la limite des crédits inscrits au budget.

Monsieur Cauchois ne comprend pas pourquoi l'escalier du perron n'est pas rond. Monsieur Thirel, architecte répond que le choix de l'escalier a toujours été ainsi.

Monsieur Couiller précise que le démarrage des travaux est prévu pour le mois de septembre (deux mois de phase de préparation de travaux). La durée des travaux est estimée à 10 mois, soit une potentielle fin de travaux en septembre 2026.

2025 / 028 – INDEMNITÉS HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu la saisine du Comité Social Territorial intercommunal en date du 17 juin 2025,

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en tout ou partie, sous la forme d'un repos compensateur. A défaut de compensation sous forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies sont indemnisées. Néanmoins, seuls les agents relevant aux grades de catégorie C et B peuvent prétendre au versement d'indemnité horaire pour travaux supplémentaires.

Il rappelle que les heures supplémentaires ne peuvent excéder 25 heures par mois, sauf lors de circonstances exceptionnelles, sur décision de l'autorité territoriale, le comité social territoriale en étant immédiatement informé.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide

- **D'instituer le régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (I.H.T.S.) en faveur des agents susceptibles de les percevoir, dès lors que l'emploi occupé implique la réalisation effective d'heures supplémentaires et que le travail supplémentaire réalisé n'a pas fait l'objet d'une compensation sous la forme d'un repos compensateur, décidée expressément par l'autorité territoriale.**

Au sein de la collectivité, l'ensemble des grades de catégorie B et C sont susceptibles de percevoir des I.H.T.S.

- **De dire que le régime indemnitaire, tel que défini ci-dessus, sera alloué à compter du 1^{er} juillet 2025 aux fonctionnaires titulaires, stagiaires et, le cas échéant, aux agents contractuels de droit public,**

- **Atteste que les dépenses correspondantes seront imputées sur le chapitre 012 du budget.**

2025 / 029 – MODALITÉ DE MISE EN ŒUVRE D'UN RÉGIME D'ASTREINTES

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que conformément au décret n°2005-542 du 19 mai 2005 et à l'article 5 du décret n°2000-815 du 25 août 2000, les modalités de mise en place du régime d'astreintes sont fixées par l'organe délibérant, après avis du comité social territorial.

L'astreinte est la période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration.

La durée de l'intervention (temps de travail compris) est considérée comme un temps de travail effectif et à ce titre rémunérée ou récupérée.

Considérant que pour le bon fonctionnement des services municipaux il est indispensable de mettre en place un régime d'astreintes,

Considérant l'avis favorable du comité social territorial en date du 23 mai 2025,

Le maire propose à l'assemblée de fixer comme suit les modalités d'application du régime d'astreintes prévu au bénéfice des agents municipaux à compter du 1^{er} juin 2025 :

- La commune met en place, uniquement pour les agents titulaires du service technique, une astreinte d'exploitation et une astreinte de sécurité.

- L'astreinte d'exploitation consiste principalement à l'intervention lors des locations des salles durant les week-ends.

- L'astreinte de sécurité est déclenchée dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humaines faisant suite à un événement soudain (alerte météo de la préfecture par exemple) et vise à surveiller les voies, bâtiments, espaces naturels

- Les astreintes sont rémunérées de la façon suivante :

	Astreinte d'exploitation	Astreinte de sécurité
Semaine complète	159,20 €	149,48 €
Du vendredi soir au lundi matin	116,20 €	106,28 €
Nuit entre le lundi et le samedi inférieure à 10h	8,60 €	8,08 €
Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10h	10,75 €	10,05 €
Samedi ou sur journée de récupération	37,40 €	34,85 €
Dimanche ou jour férié	46,55 €	43,38 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide

- **D'instituer le régime des astreintes à compter du 1^{er} juin 2025 selon les modalités exposées ci-dessus et qu'il appartiendra à l'autorité territoriale de les mettre en place dans le respect des dispositions législatives, réglementaires et de la présente délibération.**

Monsieur Gaudichon demande si Monsieur Orient bénéficie d'une indemnité liée à sa fonction de responsable de la salle des fêtes.

Monsieur Couiller répond que ce dernier est indemnisé au titre de la fonction de conseiller délégué.

2025 / 030 – SUPPRESSION D'UN POSTE DE RÉDACTEUR

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial intercommunal en date du 23 mai 2025,

Considérant la délibération n° 2021/22 du 11 mars 2021, portant création d'un poste permanent de rédacteur à temps complet,

Considérant le tableau des emplois,

Conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Monsieur le Maire rappelle que le poste de rédacteur créé en 2021 n'est plus pourvu suite à une mutation de l'agent. Un poste de rédacteur principal 1^{ère} classe a été créé au 1^{er} décembre 2024 en remplacement de ce dernier.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide

- **De supprimer un emploi permanent sur le grade de rédacteur relevant de la catégorie hiérarchique B à temps complet à raison de 35/35^{ème}, à compter du 1^{er} juin 2025.**

2025 / 031 – MISE À JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS AU 1^{er} JUIN 2025

Par délibération n° 2024 / 098 du 5 novembre 2024, le conseil municipal délibérait pour mettre à jour le tableau des emplois.

Suite à la délibération 2025 / 030 du 1^{er} juillet 2025 supprimant le poste de rédacteur au 1^{er} juin 2025, il convient de mettre à jour le tableau des emplois de la manière suivante :

Tableau des emplois au 1^{er} juin 2025

SERVICES	NOMBRE DE POSTES	NOMBRE D'HEURES HEBDOMADAIRES	OBSERVATIONS
Technique : - Adjoint technique territorial - Agent de maîtrise	3 1	35/35 ^{ème} 35/35 ^{ème}	Pourvus Pourvu
École : - Adjoint technique territorial - Adjoint technique territorial - Adjoint technique territorial - Adjoint technique territorial - Adjoint technique territorial principal 2 ^{ème} classe - Adjoint technique territorial principal 1 ^{ère} classe	3 1 1 1 1 1	6/35 ^{ème} 8/35 ^{ème} 10/35 ^{ème} 28/35 ^{ème} 35/35 ^{ème} 35/35 ^{ème}	Non-pourvus Pourvu Non-pourvu Pourvu Pourvu Pourvu
Mairie : - Rédacteur territorial principal 1 ^{ère} classe - Adjoint administratif territorial	1 1	35/35 ^{ème} 35/35 ^{ème}	Pourvu Pourvu
Animation : - Adjoint territorial d'animation - Adjoint territorial d'animation	1 1	16/35 ^{ème} 28/35 ^{ème}	Pourvu Pourvu
Patrimoine : - Adjoint territorial du patrimoine	1	8/35 ^{ème}	Pourvu

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial intercommunal en date du 23 mai 2025,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **Approuve le tableau des emplois tel que proposé.**

2025 / 032 – CRÉATION D'UN EMPLOI NON-PERMANENT SUITE À UN ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITÉ

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que l'article L. 332-23 2° du Code Général de la Fonction Publique autorise le recrutement sur des emplois non-permanents d'agents contractuels pour un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois sur une période consécutive de douze mois, renouvellement compris.

Monsieur le Maire expose également au Conseil Municipal qu'il est nécessaire de prévoir un poste d'agent technique durant la période estivale. L'agent placé sur ce poste participe à l'entretien des espaces verts. Ces tâches ne peuvent être réalisées par les seuls agents permanents de la collectivité.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de créer, à compter du 2 juillet 2025, un emploi non-permanent sur le grade d'adjoint technique dont la durée hebdomadaire de service est de 35/35^{ème} et de l'autoriser à recruter un agent contractuel pour une durée maximale de 6 mois sur une période de 12 mois suite à accroissement saisonnier.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide

- **De créer un emploi non-permanent relevant du grade d'adjoint technique pour effectuer les missions d'agent technique suite à un accroissement saisonnier d'activité d'une durée hebdomadaire de travail égale à 35/35^{ème}, à compter du 2 juillet 2025 pour une durée maximale de 6 mois sur une période de 12 mois**
- **De fixer la rémunération de l'agent contractuel par référence à l'indice brut 367 indice majoré 366, à laquelle s'ajoutent éventuellement les suppléments et indemnités en vigueur ;**
- **D'inscrire la dépense correspondante au chapitre 012 article 64131 du budget primitif de l'année 2025.**

2025 / 033 – ADMISSION EN NON-VALEUR POUR CRÉANCES ÉTEINTES

Monsieur le Maire indique que le recouvrement de certains produits communaux concernant l'année 2023 n'a pas pu être obtenu pour cause d'effacement de la dette, pour un montant de 257,60 €.

Conformément aux dispositions de l'article L.1617-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient à l'organe délibérant d'autoriser l'admission en non-valeur des créances éteintes signalées par le comptable public.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **Accepte l'admission en non-valeur pour créances éteintes de la somme de 257,60 € imputée au chapitre 65 article 6542 du budget communal 2025.**

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

VIE SCOLAIRE

Monsieur Pothérat fait part des informations suivantes :

- Retour sur le Comité consultatif vie scolaire et Comité pilotage PDdT du 18 juin (PV transmis aux conseillers).
- Retour sur le Conseil d'école du 23 juin (PV transmis aux conseillers).
- Achat de manuels scolaires CP suite au changement de programme (166 €).

ASSOCIATIONS

Madame Boulrier fait part du retour du Comité Consultatif Vie Associative du 24 juin (PV transmis aux conseillers)

COMMUNICATIONS

Monsieur Couiller fait part des informations suivantes :

- Demande d'urbanisme d'un administré : non réalisable au vu des dispositions du PLU, par rapport aux limites séparatives

Monsieur Couiller précise que la commission urbanisme travaille actuellement sur le projet PLUi51.

- Point sur le dossier manoir : La commission d'accessibilité aura lieu le 3 juillet.

Monsieur Gaudichon indique qu'il est nécessaire d'attendre les deux mois de recours à compter de l'accord du permis de construire pour débiter les travaux. Il s'interroge sur le manque de clarté du montage financier.

Monsieur Couiller répond que les travaux, comme vu en début de réunion avec le maître d'œuvre ne débiteront qu'en septembre. Il ajoute qu'il est difficile à ce jour d'ajuster le budget définitif tant que les accords de subventions ne sont pas actés.

- Un rendez-vous avec un arboriste est prévu ce vendredi afin de réaliser un nouveau diagnostic du hêtre pourpre, dans le Parc des Tulipiers.

Madame Sahut fait part des informations suivantes :

- Mise en place du nouveau calendrier des déchets ménagers.

Madame Talbot demande s'il est possible de revenir sur cette décision ?

Monsieur Couiller répond que cette décision a été votée par la CCICV et qu'il est toujours dans l'attente du montant de l'économie engendrée par cette démarche.

- Retour sur la fête organisée à l'école à l'occasion du départ à la retraite d'Anne, Directrice du Centre de Loisirs.
- Retour sur le succès de la fête de la musique.
- La prochaine Gazette sera distribuée fin août.
- Selon le décret n 2025-582 du 27 juin 2025, de nouveaux lieux sont concernés par l'interdiction de fumer afin de prévenir les addictions et de protéger les plus jeunes : aux abords de l'école et de la bibliothèque, (parking salle polyvalente et chemin d'accès à l'école), des abribus, du City stade et du Parc des Tulipiers.

Monsieur Caltot fait part des informations suivantes :

- Les travaux de busage du fossé sur le RD 90 démarrent cette semaine.
- Le Syndicat des Bassins Versants de Montville interviendra prochainement pour l'entretien du fossé, le long du Clos des Troènes.

- **PROCHAINE DATE A RETENIR**

- 03 septembre : Forum des Associations

- **REMARQUES DIVERSES**

- Madame Talbot signale :

➤ Des Leds clignotantes ne fonctionnent pas et que des nouveaux yeux de chats ont été installés, Route de Duclair.

Monsieur Caltot répond que l'entreprise interviendra prochainement pour le remplacement des Leds et que ce n'est pas la commune qui est à l'initiative de l'installation des nouveaux yeux de chats.

➤ Une haie non taillée devant l'arrêt de bus, Route de Duclair.

➤ La recrudescence des cambriolages

Madame Sahut répond qu'un appel à la vigilance a été diffusé sur PanneauPocket afin d'alerter la population.

- Madame Sahut rappelle que nous sommes toujours dans l'attente des comptages de vitesse sollicités auprès de la Direction des Routes sur les RD 43 ET 90.

- Monsieur Cauchois s'interroge sur la conformité d'une clôture en bois, Clos du Bocage.

Monsieur Caltot répond que ce dossier est en cours.

- Monsieur Pothérat déplore la présence d'une carcasse de voiture, Chemin du Bosc Hue.

Madame Sahut répond qu'elle en fera part au bailleur social.

Séance levée à 21h15

Le secrétaire de séance :

Monsieur Vincent Gaudichon

Le Maire,

M. Jean-Paul Couiller